

conférence

C
C 91/27
Octobre 1991

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

Vingt-sixième session

Rome, 9 - 28 novembre 1991

PREPARATIFS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION

RAPPORT INTERIMAIRE

I. INTRODUCTION

1. Pour permettre à la communauté mondiale d'examiner en profondeur les lancinants problèmes de la faim, de la malnutrition et des maladies liées au régime alimentaire, et d'étudier comment ces problèmes peuvent être affrontés de la manière la plus efficace, la Conférence de la FAO, à sa vingt-cinquième session en novembre 1989, a approuvé l'organisation d'une Conférence internationale sur la nutrition (CIN) parrainée conjointement par la FAO et l'OMS. La décision a ensuite été approuvée par l'Assemblée mondiale de la santé en mai 1990, et la Conférence se tiendra à Rome en décembre 1992.

Rapports et débats antérieurs

2. Lors de précédentes réunions, les organes directeurs de la FAO ont examiné les informations et étudié les grands objectifs du CIN, les concepts guidant le processus préparatoire et les rapports intermédiaires sur les préparatifs de la CIN. A ses quatre-vingt-dix-huitième et quatre-vingt-dix-neuvième sessions, le Conseil de la FAO a examiné des rapports intermédiaires (CL 98/21 et CL 99/17) en novembre 1990 et juin 1991 respectivement. Le document du Conseil de juin 1991 donnait aussi des informations sur les aspects fondamentaux des préparatifs de la Conférence notamment les thèmes, les études de cas et les préparatifs au niveau des pays. En outre, le document présenté à la onzième session du Comité de l'agriculture qui a eu lieu en avril 1991, "Vers une meilleure nutrition pour tous" (COAG 91/7), mettait en relief un certain nombre de questions politiques et techniques qui devraient être étudiées par la Conférence, en particulier le rôle du secteur agricole dans la promotion du bien-être nutritionnel.

3. Les débats lors de ces réunions et de celles des organes directeurs de l'OMS, qui ont largement appuyé les préparatifs en cours et souligné la nécessité de promouvoir des activités au niveau des pays, ont été pris en compte par les organisateurs de la CIN et ont orienté la suite des préparatifs.

4. Le présent document est un bref résumé des préparatifs en cours pour la CIN. A mesure que ces préparatifs avancent, les avis des organes directeurs des organisations de parrainage sont sollicités en permanence afin que la Conférence internationale sur la nutrition soit bien le reflet de leurs intentions.

II. SITUATION GENERALE DES PREPARATIFS

5. Les préparatifs de la CIN progressent le long de deux axes parallèles. A l'échelon mondial, les préparatifs s'inscrivent dans un processus permanent destiné à renforcer l'engagement et l'aptitude des divers gouvernements, agences et organisations non gouvernementales, et du secteur privé, à affronter les problèmes de nutrition. A cette fin, les directeurs généraux de la FAO et de l'OMS ont envoyé une communication officielle conjointe à tous les Etats Membres en mars 1991, pour annoncer la tenue de la Conférence et les inviter à entreprendre des activités au niveau national afin de préparer la CIN. Cette lettre a été suivie d'instructions envoyées aux Représentants de la FAO et de l'OMS en mai 1991, pour leur demander de collaborer aux préparatifs nationaux.

6. Ces préparatifs nationaux devraient être complétés par une série de réunions régionales/sous-régionales afin d'examiner les problèmes liés à l'alimentation et à la nutrition qui sont communs à chaque région et les moyens de la résoudre. Les résultats de ces activités nationales et régionales faciliteront les délibérations de la CIN.

7. En même temps que ces activités nationales et régionales, divers préparatifs techniques et administratifs sont en cours au Siège des organisations de parrainage. Les activités correspondant à ces deux axes parallèles sont étudiés plus en détail ci-après.

8. Dans l'ensemble, les préparatifs techniques et administratifs pour la Conférence sont placés sous la direction d'un Comité d'orientation mixte FAO/OMS, présidé conjointement par des Représentants spéciaux des Directeurs généraux. Le Dr V. Ramalingaswami, Professeur honoraire du All India Institute of Medical Sciences, a été nommé Secrétaire général de la CIN. La première réunion du Comité d'orientation a eu lieu en décembre 1990 et les autres à intervalles de trois mois. Le Comité d'orientation donne des directives sur tous les aspects des préparatifs de la Conférence et suit les progrès accomplis. La coordination au jour le jour de l'organisation de la Conférence est assurée par le Secrétariat mixte FAO/OMS à Rome. Les préparatifs techniques au sein de la FAO sont coordonnés par la Division des politiques alimentaires et de la nutrition sous la direction du Sous-Directeur général du Département des politiques économiques et sociales. Des conseils techniques sont également fournis par l'Equipe spéciale interdépartementale de la FAO pour la CIN, qui a été créée en 1990. Des arrangements similaires sont en place à l'OMS pour assurer les contributions correspondantes.

9. Un Groupe consultatif d'experts a également été créé pour fournir des directives scientifiques et des avis sur les questions techniques, les thèmes et les documents d'information pour la Conférence. Le Groupe comprend des experts issus de diverses disciplines liées à la nutrition et représentant les grandes régions du monde. Le Groupe consultatif s'est réuni à Rome en juin 1991 et a fourni des avis sur l'avant-projet présenté pour le document d'évaluation mondiale de la CIN et sur les questions à

inclure dans les documents thématiques. Le Groupe consultatif se réunira à nouveau au début de 1992, et on continuera de solliciter ses avis jusqu'au moment de la Conférence.

III. PREPARATIFS AU NIVEAU NATIONAL

10. Lors des précédents débats des organes directeurs de la FAO, les Etats Membres ont insisté sur la nécessité de préparatifs approfondis de la CIN au niveau des pays. Pour coordonner les activités nationales spécifiques et faciliter la communication avec les organisateurs de la Conférence, chaque Etat Membre a été encouragé à nommer un point de convergence national. En mai 1991, les Représentants de la FAO et de l'OMS ont reçu une note leur demandant de collaborer pleinement avec les autorités pour les préparatifs nationaux. Des notes de rappel ont été envoyées aux Représentants de la FAO et de l'OMS en juin et août dans les pays qui n'avaient pas donné de réponse en vue de promouvoir des activités nationales et en leur demandant d'informer le secrétariat mixte des progrès réalisés. Le tableau 1 résume les réponses reçues à ce jour des points de convergence nationaux désignés.

TABLEAU 1. Points de convergence nationaux par région au 6 septembre 1991

Région*	Nombre de points de convergence nationaux nommés au 6/9/1991	Pourcentage d'Etats Membres ayant désigné des points de convergence
Afrique (46)	30	65
Asie (22)	14	64
Europe (29)	14	48
Amérique latine et Caraïbes (33)	12	36
Proche-Orient (18)	8	44
Amérique du Nord (2)	1	50
Pacifique du Sud-Ouest (10)	9	90
TOTAL (160)	88	55

* Entre parenthèses, nombre total d'Etats Membres de la région

11. Au 6 septembre, 88 points de convergence nationaux au total ont été désignés - 53 appartenant au secteur de la santé, 10 à celui de l'agriculture, 4 appartenant conjointement à ces deux secteurs, et 21 appartenant à d'autres ministères ou instituts de nutrition.

12. Il a été demandé à chaque pays de préparer un rapport de pays résumant la situation nutritionnelle sur son territoire, y compris la portée et les causes des problèmes nutritionnels, l'expérience d'action déjà engagées pour remédier à ces problèmes et les plans d'action future. Des schémas de présentation de ces documents ont été envoyés aux points de convergence, ainsi qu'une demande visant à créer des groupes nationaux rassemblant toutes les parties intéressées pour qu'elles participent à la préparation de ces documents nationaux. On espère que cette démarche catalysera les activités de divers secteurs au niveau des pays en vue des

préparatifs et de la participation à la CIN mais surtout pour la prise en charge énergique des mesures visant à améliorer la nutrition, à l'issue de la Conférence. Les documents nationaux serviront aussi de base à une série de consultations techniques au niveau régional ou sous-régional.

13. Une approche intersectorielle est indispensable pour la préparation du document national et, en particulier, pour l'exécution des activités de suivi correspondantes. Les Etats Membres ont été encouragés à créer des comités nationaux de coordination, ou à utiliser des mécanismes et procédures déjà en place ou prévus, à mettre en contact les divers ministères, offices et organisations non gouvernementales, et les représentants des universités, des médias et du secteur privé dont les activités touchent à la nutrition, afin de constituer un cadre dans lequel la nature polyvalente des problèmes nutritionnels et de leurs solutions pourrait être plus efficacement prise en compte. De nombreux pays ont créé de tels comités et ont tenu, ou prévoient de tenir, des séminaires ou des ateliers nationaux pour mobiliser tous les participants concernés en vue des préparatifs de la CIN et des activités de suivi y relatives. Le tableau 2 ci-dessous donne, par région, le nombre de pays qui ont signalé ces activités nationales liées à la CIN.

Tableau 2. Nombre de pays ayant un comité national et un séminaire national (au 6 septembre 1991)

Région*	Comité national		Séminaire national	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Afrique (46)	14	30	9	20
Asie (22)	1	5	1	5
Europe (29)	2	7	0	0
Amérique latine et Caraïbes (33)	3	9	3	9
Proche-Orient (18)	1	6	0	0
Amérique du Nord (2)	0	0	0	0
Pacifique du Sud-Ouest (10)	1	10	1	10
TOTAL (160)	22	14	14	9

* Entre parenthèses, nombre total d'Etats Membres de la région

14. De nombreux pays en développement (32 au 6 septembre 1991) ont fait savoir qu'ils avaient besoin d'un appui financier et technique pour préparer la Conférence, y participer et assurer un suivi adéquat. Toutefois, les organisations de parrainage connaissent des problèmes financiers et ne sont pas en mesure de répondre à ces demandes. Une assistance supplémentaire est donc nécessaire et on espère que des ressources seront mises à la disposition par des donateurs pour satisfaire ces demandes.

15. Les points de convergence nationaux qui ont besoin d'une assistance financière ont été encouragés à s'adresser aux donateurs représentés dans leur pays. Plusieurs pays donateurs, qui avaient noté lors de réunions antérieures du Conseil qu'il était important de promouvoir des activités préparatoires au niveau des pays, ont chargé leurs bureaux dans les pays en développement d'étudier la possibilité de fournir une aide pour les activités de la CIN si les points de convergence nationaux en font la demande. Les Représentants de la FAO ont également été priés d'assurer la liaison avec leurs homologues de l'OMS afin d'encourager et d'appuyer les points de convergence nationaux à demander une assistance auprès des bureaux locaux des pays donateurs.

16. La FAO et l'OMS ont continué à solliciter l'appui de certains pays donateurs, et des démarches supplémentaires ont été faites auprès de diverses fondations et autres sources de financement. Des organismes du système des Nations Unies ont aussi été contactés pour savoir s'ils seraient prêts à contribuer aux activités préparatoires au niveau des pays et les réponses, en particulier du FISE, sont tout à fait encourageantes. Les Etats Membres ayant besoin d'une assistance sont à nouveau priés de prendre contact avec chacun de ces éventuels donateurs le cas échéant. Les Etats Membres donateurs sont une fois de plus invités à aider les pays qui n'ont encore bénéficié d'aucune assistance. Les montants relativement faibles requis pour ces activités sont un réel investissement qui servira à améliorer la capacité des bénéficiaires à faire face aux besoins en matière de développement nutritionnel.

IV. PREPARATIFS AU NIVEAU REGIONAL

17. Pour les préparatifs de la CIN, le principe est de s'appuyer sur les expériences nationales pour définir des activités visant à prévenir la malnutrition et à y remédier aux niveaux national, régional et international. La liaison entre la CIN et les activités nationales et régionales spécifiques sera assurée en grande partie par les réunions régionales et sous-régionales de la CIN, qui devraient avoir lieu au cours du premier trimestre de 1992. Des réunions CIN sont prévues, sous toutes réserves, pour l'Asie du Sud-Est (Bangkok), l'Afrique anglophone (Nairobi), l'Afrique francophone (Dakar), les Caraïbes (Kingston), l'Amérique latine (Mexico), le Pacifique occidental (Manille), le Proche-Orient (Le Caire) et l'Europe orientale (Bratislava). On s'efforce de trouver des appuis extrabudgétaires pour ces réunions régionales et sous-régionales de la CIN afin que tous les pays puissent y participer.

18. Ces réunions régionales et sous-régionales seront pour l'essentiel des tribunes techniques permettant d'évaluer les problèmes nutritionnels communs à chaque région, et d'étudier diverses politiques et programmes, en particulier ceux qui sont liés à l'agriculture, à la santé, au développement économique et social et leurs rapports avec la nutrition. Des stratégies nationales et régionales destinées à assurer le bien-être nutritionnel seront examinées et constitueront la base des contributions régionales au Plan d'action qui sera adopté par la CIN. Les pays seront invités à envoyer des délégations composées de spécialistes de haut niveau appartenant à des organismes publics, des universités, des groupes de consommateurs et autres ONG ainsi qu'au secteur privé. Les ONG internationales intéressées par les diverses réunions régionales de la CIN seront également invitées.

19. Afin de mettre davantage l'accent sur le caractère régional des préparatifs de la CIN, la Conférence sera aussi inscrite à l'ordre du jour des cinq Conférences régionales de la FAO qui se tiendront en 1992. Les Etats Membres seront donc tenus informés de l'état d'avancement des préparatifs de la CIN, et cela permettra aussi de leur présenter les résultats et recommandations des réunions techniques régionales et sous-régionales concernant la CIN. Cela devrait sans aucun doute contribuer à l'élargissement du consensus sur les questions d'intérêt régional.

20. Certains pays auront besoin d'une assistance financière pour être en mesure de participer aux réunions régionales/sous-régionales de la CIN. En outre, plusieurs pays dans lesquels se tiendront ces réunions ont besoin d'une aide financière pour couvrir les frais d'organisation.

21. Plusieurs pays donateurs ont été contactés pour financer l'organisation de réunions régionales ou aider des pays en développement à participer aux réunions régionales/sous-régionales de la CIN. Les estimations de ces coûts ont été mises à la disposition des pays donateurs et des organismes de financement. Les contacts se poursuivent avec les pays qui se sont déclarés prêts à envisager de fournir un soutien pour les réunions sous-régionales qui se tiendront dans certains pays en développement. La Belgique, la Finlande, la France, l'Italie et la Norvège ont parrainé des cadres associés (APO) chargés de travailler expressément sur la CIN au Siège de la FAO et dans deux des bureaux régionaux de la FAO.

22. Des fonds extrabudgétaires seront nécessaires pour les voyages des délégations nationales assistant aux réunions régionales et sous-régionales de la CIN, mais divers coûts afférents aux réunions peuvent être absorbés par les bureaux régionaux de la FAO et de l'OMS. Par exemple, le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAPA) a fait savoir que les coûts directs des réunions (salles de réunion, services locaux administratifs et de secrétariat, etc.) seraient absorbés par son budget. Le Bureau régional pour l'Amérique latine a obtenu des fonds pour des services administratifs similaires en vue de la réunion régionale de Mexico. Toutefois, le problème essentiel reste l'aide financière nécessaire pour couvrir les frais de voyage et les indemnités journalières de subsistance des délégués des pays en développement qui participeront aux réunions régionales respectives.

23. Plusieurs réunions ont eu lieu avec diverses autres organisations du système des Nations Unies pour étudier le soutien qu'elles pourraient apporter et, pour l'instant, les réactions semblent satisfaisantes. Le soutien et la collaboration d'institutions du système des Nations Unies seront indispensables lors des préparatifs aux niveaux nationaux et régionaux et des préparatifs techniques généraux de la Conférence.

V. ELABORATION DU CONTENU ET DES THEMES DE LA CONFERENCE

24. Le document fondamental de la Conférence, "Evaluation et analyse des tendances et des problèmes actuels en matière de nutrition", sera un examen technique général des problèmes nutritionnels actuels dans le monde et des efforts déployés pour les résoudre. En tant qu'évaluation mondiale de la situation nutritionnelle, le document comprendra un résumé des conclusions préliminaires de la sixième Enquête mondiale sur l'alimentation et un examen des expériences concernant les politiques et programmes nutritionnels et des dispositions institutionnelles visant à améliorer la nutrition aux niveaux national et international. Les

conclusions de plusieurs études de cas en cours contribueront, dans ce document, à mettre en relief les questions et problèmes particuliers de certains pays.

25. Les grandes lignes de ce document ont été présentées au Groupe consultatif d'experts pour observations lors de sa réunion de juin 1991 et d'autres observations ont été faites par les divisions techniques appropriées de la FAO. Dès que ce document sera disponible, il sera distribué et étudié lors des réunions préparatoires (voir section VI) qui devraient avoir lieu avant la CIN.

26. Tel qu'il a été présenté au Comité de l'agriculture en mars 1991 et au Conseil en juin 1991, le contenu technique global de la Conférence est structuré autour de plusieurs thèmes qui se recoupent. Les thèmes définis pour la CIN ont été progressivement élaborés au cours de discussions au sein du Sous-Comité de la nutrition du CAC et après un examen attentif par la FAO, l'OMS et d'autres institutions du système des Nations Unies. Ces thèmes sont les suivants: évaluer, analyser et suivre des situations nutritionnelles; améliorer la sécurité alimentaire des ménages; protéger le consommateur en améliorant la qualité et la sécurité des produits alimentaires; prendre en charge les personnes défavorisées sur le plan socio-économique et vulnérables sur le plan nutritionnel; promouvoir des régimes alimentaires et des modes de vie sains; prévenir et traiter les maladies infectieuses; prévenir les carences spécifiques en micro-éléments nutritifs; incorporer des objectifs nutritionnels dans les politiques et programmes de développement.

27. Les principales questions liées à chacun de ces thèmes ont été passées en revue dans les documents préparés pour le Comité de l'agriculture en mars 1991 et le Conseil de la FAO en juin 1991. Des contributions écrites sur chacun de ces thèmes ont été demandées à des universitaires, des instituts nationaux, des organismes publics et des institutions du système des Nations Unies. Ces documents s'adresseront à une large audience dans la communauté du développement et serviront essentiellement à mettre les décideurs au courant des problèmes nutritionnels. Les documents thématiques seront traduits et disponibles pour les débats lors des réunions préparatoires qui se tiendront avant la Conférence elle-même. Des extraits des documents thématiques seront mis à la disposition des réunions régionales de la CIN.

VI. DISPOSITIONS PRISES POUR LA CONFERENCE ET LE COMITE PREPARATOIRE

28. Deux réunions du Comité préparatoire sont envisagées avant la Conférence. Il est actuellement prévu que la première réunion du Comité préparatoire (Prepcom 1) se tiendra à Genève début septembre 1992, qu'elle durera huit jours ouvrables, et qu'elle comprendra des débats de fond sur le Document d'Evaluation. Un résumé des résultats des réunions régionales préalables sera disponible pour la première réunion du Comité préparatoire; les représentants des gouvernements solliciteront les avis de leurs experts techniques et des ONG avant la Conférence. La réunion préparatoire servira surtout à mettre au point et à perfectionner le plan d'action envisagé qui devrait être examiné et adopté par la Conférence en session plénière.

29. La deuxième réunion du Comité préparatoire, d'autre part, sera aussi brève et aussi souple que possible et se tiendra, en principe, pendant deux ou trois jours à Rome, immédiatement avant la Conférence elle-même. En ce qui concerne la CIN, il est actuellement prévu qu'elle dure au total six jours, qu'elle se déroule au siège de la FAO à Rome, début décembre 1992, et commence un samedi pour s'achever un vendredi. Deux commissions/groupes de travail parallèles sont envisagés. Les principaux points de l'ordre du jour comprendraient l'adoption d'un Plan d'action et, si les Etats Membres le souhaitent, l'adoption d'une Déclaration.

VII. ELARGISSEMENT DE LA PARTICIPATION A LA CIN

30. Les préparatifs de la CIN progressent en accord avec d'autres institutions du système des Nations Unies. Le Comité administratif de coordination (CAC) est informé des progrès de la CIN par des contacts réguliers avec les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS. De même, son Sous-Comité de la nutrition (CAC/SCN) s'est avéré utile pour discuter les activités préparatoires de la CIN et recevoir les contributions techniques des institutions membres de ce sous-comité. Celui-ci continuera à être tenu pleinement informé des préparatifs techniques de la Conférence par les deux organisations qui la parrainent.

31. Les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS ont envoyé en juin 1991 une lettre conjointe aux Chefs de secrétariat des autres organisations et organes du système des Nations Unies, pour les informer des préparatifs et leur demander de faire des observations et des suggestions sur la façon de coopérer au mieux à la préparation de la Conférence. Outre l'examen réalisé par l'intermédiaire du CAC/SCN, plusieurs institutions du système des Nations Unies, notamment le FISE, le FIDA, le HCR, l'UNU, le PNUE, le PAM et l'AIEA ont indiqué qu'elles contribueraient directement à la préparation de documents d'information pour la Conférence.

32. La CIN s'inspirera de réunions précédentes apparentées, organisées dans le cadre des Nations Unies, notamment du Sommet mondial pour l'enfance de 1990 et, en particulier, de la mobilisation qu'il a engendrée en faveur d'approches intégrées visant à prévenir et lutter contre les carences en micro-éléments nutritifs. La FAO approuve vigoureusement ces approches qui lient les activités agricoles à l'éducation nutritionnelle et aux communications de masse. Dans le cadre du suivi du Sommet mondial pour l'enfance, la FAO participera activement, en tant que coorganisateur, à une conférence sur les politiques concernant les carences en micro-éléments nutritifs, qui se tiendra en octobre 1991 à Montréal (Canada). Les autres organisateurs de cette conférence sont l'OMS, le FISE, la Banque mondiale, le PNUD, l'Agence canadienne de développement international et l'Agence pour le développement international (Etats-Unis). La documentation de base de la CIN tiendra compte des résultats de la Conférence de Montréal.

33. Des efforts sont également déployés pour accroître la participation de la communauté des nutritionnistes aux activités préparatoires de la CIN, mobiliser l'attention et profiter de l'organisation de la CIN pour promouvoir des activités nutritionnelles appropriées. En particulier, la CIN a fait ou fera l'objet de débats lors de nombreuses réunions techniques: la sixième Conférence de la Fédération européenne des sociétés

de nutrition à Athènes en mai 1991, le sixième Congrès asiatique de nutrition en septembre 1991 à Kuala-Lumpur et la réunion de septembre 1991 de la Société latino-américaine de nutrition à San Juan (Porto Rico).

34. Les organisations non gouvernementales (ONG) seront invitées à participer à la CIN et leur association aux préparatifs nationaux et régionaux a été encouragée. Etant donné leurs activités, en particulier dans les pays en développement, touchant à l'alimentation, la nutrition et la santé, il est important que les ONG participent aux activités préparatoires de la CIN au niveau des pays. Cela leur permettra de faire part de leurs points de vue et de leurs expériences aux autorités nationales et d'être entendues dans les réunions régionales/sous-régionales et ultérieurement à la Conférence. Cela devrait faciliter leur participation aux activités de suivi de la CIN pendant la phase d'exécution du Plan d'action.

35. On envisage également que les ONG participent activement aux réunions nationales et régionales. La participation des ONG à la Conférence elle-même sera bien sûr soumise aux décisions de la réunion préparatoire des Etats Membres sur les arrangements généraux de la Conférence. Les ONG accréditées seront les bienvenues à la Conférence et elles pourront y participer selon des modalités appropriées. A cet égard, étant donné le grand nombre d'ONG intéressées, il faudra inévitablement faire un choix dans la représentation des différentes catégories d'intérêt (alimentation, agriculture, santé, consommateurs, industrie, etc.) en ce qui concerne les interventions, éventuellement sur la base des contributions aux niveaux national et régional. Par ailleurs, pendant la Conférence de la FAO en novembre 1991, le Groupe ad hoc des représentants des organisations internationales auprès de la FAO tiendra une réunion à laquelle il est prévu d'étudier la participation des ONG à la CIN.

36. A l'appui de la CIN, le thème retenu pour la Journée mondiale de l'alimentation de 1992 (JMA) est "Alimentation et nutrition". Les activités proposées pour la JMA sont conformes aux concepts et objectifs de la CIN. La JMA sera une excellente occasion pour attirer l'attention de l'opinion publique sur la CIN et les problèmes de l'alimentation et de la nutrition dans le monde.

37. Une campagne d'information visant à promouvoir les activités de la CIN à tous les niveaux devrait être prévue dans les préparatifs de la Conférence. Une stratégie mondiale de mobilisation de l'opinion publique a été mise au point par la FAO et l'OMS. Du matériel d'information à l'intention du grand public et des médias est à l'étude. Un dépliant sur la CIN a été préparé et s'adresse aux consommateurs, aux décideurs, aux ONG, aux médias et à l'opinion publique en général. Une brochure décrivant les liens entre la nutrition, l'alimentation et la santé sera aussi publiée d'ici la fin de 1991. Cette brochure devrait stimuler les débats et la prise de conscience au niveau mondial des problèmes nutritionnels. Les autres activités de la campagne d'information dépendront de la disponibilité de ressources extrabudgétaires (voir par. 39 et 45 ci-après).

38. L'Union postale universelle (UPU) a répondu favorablement à la demande des organisateurs de la Conférence, et prendra un contact avec tous les pays membres en vue de lancer une campagne philatélique internationale sur le thème de la CIN. L'Italie a déjà préparé la maquette d'un timbre national commémoratif de la CIN et un logo pour la Conférence de la CIN en coopération avec les organisateurs.

39. Des propositions sont aussi à l'étude pour d'autres activités mondiales y compris la préparation de documents vidéo et d'expositions sur le thème de la CIN. Par exemple, l'Association mondiale des guides et des éclaireuses organisera des activités concernant l'alimentation et la nutrition liées à la CIN pour ses adhérentes dans le monde entier. Des contributions sont encore nécessaires pour donner suite à ces propositions et autres activités apparentées.

VIII. ASPECTS FINANCIERS

40. Les coûts essentiels de la CIN, que la FAO et l'OMS prennent en charge à parts égales, sont les suivants: préparation des documents de la Conférence, y compris les documents thématiques, les études de cas, le document sur l'évaluation mondiale et le Plan d'action; traduction, impression et distribution des documents; la CIN, les réunions préparatoires et les congrès nutritionnels; la campagne d'information de base et les frais de secrétariat. Les dépenses totales de la FAO à imputer au Programme ordinaire pour la CIN sont estimées à 2,5 millions de dollars E.-U. Les coûts de base des préparatifs de la Conférence en 1990 et 1991 ont été couverts par la FAO et l'OMS sur leurs budgets alloués pour l'exercice biennal en cours. Les coûts de 1992 et de suivi en 1993 seront inscrits aux budgets pour l'exercice biennal 1992-93.

41. Comme les deux organisations connaissent de graves difficultés financières, elles s'efforcent de trouver des ressources extrabudgétaires pour financer des activités préparatoires importantes aux niveaux national, régional et sous-régional, ainsi que la participation des délégués des pays en développement aux réunions préparatoires et à la Conférence. Les estimations des crédits nécessaires pour ces activités sont les suivantes:

- activités d'information - 535 000 dollars E.-U.
- assistance pour la préparation des documents des pays en développement ou l'organisation de séminaires nationaux - de 13 000 à 23 000 dollars E.-U. par pays;
- participation aux réunions de la CIN - de 2 000 à 5 000 dollars E.-U par délégué de pays en développement et par réunion;
- pour chaque réunion régionale - de 45 000 à 65 000 dollars E.-U.

42. On a demandé aux pays donateurs et à des instituts techniques et de financement d'appuyer ces activités extrabudgétaires de la CIN. Une Note Verbale a été envoyée aux pays membres donateurs en août 1991 par les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS, dans laquelle étaient présentées les ressources extrabudgétaires requises pour la préparation des documents nationaux, l'organisation des réunions régionales, la prise en charge des frais de participation aux réunions préparatoires de la CIN et à la Conférence elle-même, ainsi que la campagne d'information. D'autres contacts ont été pris avec les pays qui ont indiqué à diverses reprises leur intérêt et leur disponibilité. Des démarches directes ont également été faites par la FAO et l'OMS auprès d'organismes de financement natio-

naux et d'ONG pour solliciter leur appui. Des lettres de rappel ont aussi été envoyées en septembre à des donateurs bilatéraux. Plusieurs personnes participant aux activités préparatoires de la CIN ont pris contact avec des organismes et délégations à l'occasion de diverses réunions et conférences dans le monde. En outre, les institutions spécialisées du système des Nations Unies ont été priées d'envisager de contribuer au financement des diverses activités extrabudgétaires de la CIN.

43. En tant que pays hôte de la CIN, le Gouvernement italien a réagi favorablement aux demandes des organisateurs. Les détails de son aide et des contributions spécifiques sont actuellement mis au point. Par ailleurs, plusieurs autres fondations et organismes de financement éventuels ont été contactés en août 1991 afin qu'ils aident financièrement les pays en développement à participer aux activités de la CIN.

44. A la suite de contacts officieux concernant des contributions éventuelles du secteur privé et de l'industrie, il semble, d'après les premières indications, qu'on puisse s'attendre à des réactions positives.

45. Une aide est également requise pour mobiliser l'intérêt et l'appui des gouvernements, des milieux scientifiques, des ONG, des média et de l'opinion publique. La stratégie d'information ainsi qu'un plan d'action pour sensibiliser davantage l'opinion publique et les décideurs face à l'ampleur, aux causes et aux conséquences de la malnutrition sont essentiels au succès de la CIN et de la quatrième Décennie du développement. Aucun crédit n'est encore disponible pour appuyer ce processus de diffusion de l'information, mis à part les fonds limités du budget de base, soit 300 000 dollars E.-U., dont une partie est déjà affectée à la production du dépliant sur la CIN et à certaines activités visant à promouvoir la Conférence. Le montant total des ressources extrabudgétaires requises pour les activités d'information est de 535 000 dollars E.-U. Ces activités sont les suivantes: brochure d'information générale; films vidéo; coproductions avec les chaînes de télévision; couverture photographique; séminaires pour les journalistes au niveau des pays; participation de journalistes, essentiellement de pays en développement, à la Conférence; recherches pour des programmes vidéo et missions de reportage.

46. Enfin, pour l'instant, peu de pays donateurs se sont engagés à aider des délégués des pays en développement à participer aux réunions préparatoires techniques et à la Conférence elle-même.

IX. REMARQUES FINALES

47. La CIN n'est pas une fin en soi mais plutôt une étape du processus permanent qui vise à renforcer l'engagement et les mesures nécessaires pour prévenir et réduire les problèmes de la faim et de la malnutrition. L'enthousiasme que suscitent déjà les activités préparatoires de la CIN dans de nombreux pays est encourageant. Il est évident d'après les progrès signalés ici que le processus de préparation de la CIN a contribué à mieux faire prendre conscience de la portée et l'ampleur des problèmes liés à la nutrition et au régime alimentaire; divers secteurs publics et privés sont ainsi davantage disposés à travailler ensemble pour résoudre ces problèmes. Si ces efforts se poursuivent, la CIN aura déjà atteint un de ses principaux objectifs.

48. Mais il reste encore beaucoup à faire si l'on veut enregistrer des améliorations durables du bien-être nutritionnel. La CIN donne à la communauté mondiale l'occasion d'affronter les problèmes de la faim et de la malnutrition et de les relier aux causes profondes que sont l'insuffisance de vivres, les mauvaises conditions sanitaires, le manque de soins et les injustices du développement économique et social. A une époque d'évolution rapide des économies et des structures politiques, la communauté mondiale est placée devant une étape importante du processus visant à relever le défi nutritionnel.